

**MESURES ECONOMIQUES POUR LA REDUCTION DE
L'USAGE DES PESTICIDES**

Alain CARPENTIER

INRA et ENSAI, Rennes

Remarques introductives

- **Economie et réduction des pollutions par les pesticides**
 - Résultats « généraux »: analyse du problème, choix des mesures, ...
 - Résultats « spécifiques »: observations, analyses quantitatives, ...
- **Les travaux des économistes de l'INRA**
 - Travaux de recherche, théoriques et appliqués
 - Tout ce qui concerne les choix de production des agriculteurs
 - Travaux d'expertise (Expertise Scientifique Collective, Ecophyto R&D)
- **Perspectives et limites de l'approche économique**
 - Ce qui n'est pas fait mais pourrait l'être
 - Ce qui n'est pas fait mais peut difficilement l'être
 - Besoins de collaborations avec d'autres disciplines

Grands principes : mesures de politique et objectifs

- **Définir les objectifs de la politique envisagée**
 - L'acceptabilité d'une politique dépend des objectifs fixés ; explicitation
 - Réduire l'utilisation des pesticides fait des « perdants » et des « gagnants »
 - Les objectifs doivent être discutés, notion de compromis
 - Les mesures doivent être efficaces pour atteindre les objectifs choisis
- **Des objectifs de réduction ambitieux sont plutôt des objectifs de long terme**
 - Atteindre des objectifs ambitieux à court terme est très coûteux
 - Des objectifs peuvent être incompatibles à CT mais compatibles à LT
 - Innovations « commandées » ou induites, technologiques ou institutionnelles
- **Des objectifs multiples requièrent autant de mesures**
 - Exemple : Réduction des pesticides + revenu des agriculteurs = 2 objectifs
 - Politique efficace = ensemble de mesures efficaces et complémentaires
 - PAC, protection de l'environnement, santé publique

Grands principes : mesures efficaces

- **Une politique efficace atteint les objectifs fixés au moindre coût**
 - Principe d'optimisation, budget de l'Etat
- **Une mesure efficace agit à la source du problème**
 - Des mesures d'incitation économique pour modifier des choix économiques
 - Des mesures réglementaires pour interdire, et sanctionner le cas échéant
 - R&D/formation/conseil pour produire des innovations et les diffuser
- **« Individualiser » les mesures est coûteux**
 - Conception et mise en œuvre (administration, systèmes de contrôle/sanction)
 - Mesures individualisées pour des problèmes circonscrits:
 - Dans l'espace (protection de zones sensibles, ...)
 - Dans le temps (adoptions de nouvelles pratiques, ...)
 - Les agents sont les meilleurs « juges » de ce qui leur convient

Constats : le rôle des pesticides dans la production agricole

- **L'utilisation des pesticides est « rentable » pour les agriculteurs**
 - Principe de rationalité économique :
 - Strict point de vue économique et facilité d'emploi, risque
 - Notion de dépendance technique et économique, élasticité-prix des pesticides
- **Réduire l'utilisation des pesticides**
 - Peu de substituts directs aux pesticides chimiques
 - Pratiques moins dépendantes de la protection chimique des plantes
 - Disponibilité des pratiques alternatives, optimisation de ces pratiques
 - Adoption *versus* utilisation des nouvelles pratiques
- **Rentabilité comparée des pratiques économes et conventionnelles**
 - Rentabilité des pratiques économes en pesticides
 - Rapport coût/efficacité de la protection chimique ; rôle des prix agricoles
 - Information, formation, conseil (contexte technique); travail ; risque
 - Valorisation des pratiques, labels : l'exception de l'Agriculture biologique

Constats : des situations hétérogènes

- **Des situations très hétérogènes : secteurs de la production agricole**
 - Grandes cultures, cultures pérennes, cultures légumières
 - Sensibilité des productions
 - Consommation directe
 - Alternatives techniques disponibles
 - Rentabilité des pesticides chimiques

- **Des situations très hétérogènes : impacts des pesticides**
 - Zones sensibles: captages d'eau potable, zones péri-urbaines et zones d'intérêt écologique
 - Des pollutions diffuses et moins diffuses

Les mesures en place, France

- **Procédure d'homologation des pesticides**
 - Mesure nécessaire ... elle a pratiquement atteint ses limites
- **MAE/CTE/CAD pour utilisation de pratiques économes en pesticides**
 - Peu adoptées et... très coûteuses
 - Cahiers des charges souples et d'application difficilement contrôlable
 - Le principe des quotas d'utilisation n'est pas adapté aux pesticides
- **TGAP**
 - Pertinence du classement des pesticides selon leur écotoxicité/toxicité
 - Taux de taxes trop peu incitatifs
 - Distinction : mesure fiscale *versus* mesure d'incitation économique
 - Une « petite » taxe ne génère que des recettes fiscales
- **Des initiatives spontanées ponctuelles**
 - Réseaux d'essais de pratiques économes en intrants
 - Solutions adoptées par des municipalités : achats de terre + contrats

Une politique cohérente, Danemark

- **Une politique évolutive**
 - Diagnostic, évaluation (comité Bichel) et objectifs par paliers
 - Objectifs de long terme annoncée : favorise les logiques d'anticipation
- **Une architecture pragmatique**
 - *Des mesures de fond, fondées sur trois piliers (en sus de l'homologation)*
 - Un système de taxes incitatives : éperon des autres mesures
 - Recherche/formation/conseil
 - Un système de compensation du revenu agricole (taxe foncière)
 - *Des mesures d'appoint*
 - Créations de zones « zéro pesticides »
 - Développement et promotion de l'agriculture biologique
 - *Politique « pesticides » intégrée dans une politique agri-environnementale*
- **Une politique portée par un « consensus »**
 - Sensibilisation à la protection de l'environnement depuis les années 1970
 - Atteintes à l'environnement passibles de sanctions pénales

Bilan, acquis

- **Les grands principes :**
 - Choix des mesures
 - Architecture générale de la politique
- **Si objectifs ambitieux :**
 - Il faut du temps et des moyens
 - Production, adoption et diffusion de nouvelles pratiques
 - Mettre en route une évolution du système dans une autre direction que celle qui a conduit à la situation actuelle
 - Deux points fondamentaux :
 - Incitations économiques, taxes
 - Recherche/formation/développement
- **De suite :**
 - Définir les zones sensibles
 - Contrats MAE ou, mieux, mettre en place des zones « zéro pesticides » ou « agriculture biologique » avec compensations, au moins transitoirement
 - Agriculture biologique bien car valorisation par le marché

Bilan, en cours

- **Modélisation des choix de production, toujours en cours**
 - Quantités d'intrants polluants
 - Dynamique des choix d'assolements, effets de rotation
 - Couplage agronomie/économie ; le « retour de l'économie de la production »
- **Adoption et diffusion des nouvelles pratiques**
 - Début en économie, plus développé en sociologie/ergonomie
 - Déterminants des choix des agriculteurs (préférences/attitudes, anticipations)
 - Enquêtes directe (sociologie+agronomie) ; approches contingentes
 - Mesures d'accompagnement :
 - Subventions pour adoption (pas pour utilisation)
 - Amorce du processus de diffusion
- **Deux gros problèmes**
 - Données : utilisation des pesticides, pratiques de production, fruits et légumes
 - Richesse des données = richesse des résultats
 - Richesse des données = simplicité des calculs
 - Main d'œuvre qualifiée : recherche et expertise

Bilan, pas en cours

- **Relation de l'agriculture avec les industries amont et aval**
 - Vente/conseil ; rôle des coopératives ; ...
 - Exigences des distributeurs (et des consommateurs, sociologie) ...
- **Phases de transition/mesures d'accompagnement**
- **Structures de développement et conseil**
 - Economie et sociologie
- **Etudes, expertises et travaux de recherche**